

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

LIBERATION IMMEDIATE DE JEAN-CHARLES DENIS

Jean-Charles Denis, originaire de Plaudren, (environs de Vannes - Morbihan) est

aide familial dans la ferme de ses parents cultivateurs. Il y a 18 mois, en octobre

1975, quelques jours après la vague d'arrestations contre une vingtaine de mili-



Les marxistes-léninistes de «L'Humanité rouge» appellent à une riposte massive à cette répression et à exiger la libération immédiate de Denis.

C'est en effet lundi 20 mars qu'a commencé le procès en cour de sûreté de l'État de JC Denis et des militants bretons.

Déjà la section CFDT des communaux de Lorient et le SGEN de Lorient ont voté des motions de soutien. Suivons leur exemple !

A partir de lundi, manifestons largement notre soutien à JC Denis et notre opposition à la répression de la bourgeoisie.

tants bretons, Jean-Charles Denis est arrêté par la police alors qu'il transportait des explosifs dans sa voiture, et accusé d'avoir voulu faire sauter la maison de De Benettot, député UDR du Finistère.

Depuis les militants bretons ont été mis en liberté provisoire, sauf Jean-Charles

Denis. Jean-Charles Denis est un paysan sans appartenance politique et inconnu de ces groupes ; au moment de son arrestation il reste en taule sous autorité de la cour de sûreté de l'État.

Mis au mitard, dès son incarcération, il paraîtrait maintenant que les psychologues voudraient le faire passer pour un fou dangereux... De Benettot lui-même est intervenu auprès du ministère pour faire savoir que s'il était libéré, on se chargerait de lui régler son compte à l'extérieur. «On», c'est le SAC auquel De Benettot est très lié.

C'est après un coup de téléphone que JC Denis s'était dirigé vers le lieu où il devait être arrêté... De là à penser que ce paysan anticapitaliste a été l'objet d'une manipulation policière, il n'y a pas loin.

A l'époque, les militants bretons l'ont accusé et calomnié d'être un flic. Depuis ceux-ci sont en liberté provisoire. JC Denis lui reste seul en taule...

Depuis des comités de soutien se sont formés pour exiger sa libération immédiate, car à travers JC Denis la bourgeoisie cherche à faire accepter sa répression et ces procédures exceptionnelles visant les travailleurs et les militants syndicaux et politiques comme notre camarade Romain Le Gal, l'an dernier.

- Libération immédiate de JC Denis.

- Dissolution de la cour de sûreté de l'État

- Pas une condamnation

- A bas la répression contre les travailleurs, les militants syndicaux et politiques !

De violents combats se mènent depuis plusieurs jours dans la région de Shaba (ancien Katanga) au Zaïre, entre l'armée zaïroise et une forte colonne d'invasion composée de «gendarmes katangais» équipés de matériel soviétique ultra-moderne.

Qui sont les «gendarmes katangais» ? A l'origine, les «gendarmes katangais» forment la milice privée d'une grande compagnie cuivrière

coloniale «l'Union minière». Lors de l'indépendance politique du Zaïre, en 1960 (alors Congo ex-belge), l'Union minière et les colonialistes, s'appuyant sur Tchombé, fomentent la sécession du Katanga. Les gendarmes katangais sont alors les troupes de choc des sécessionnistes. Cette guerre fera des milliers de victimes dans le peuple, la plus célèbre étant certainement Patrice Lumumba, président du Mouvement national congolais et anti-impérialiste véritable, sauvagement assassiné par les «Katangais» pour les profits de l'impérialisme US.

Par la suite, les «Katangais» font encore parler d'eux, notamment lors de l'accession de Tchombé au pouvoir en 64 et lors d'une tentative d'invasion du Congo en 67.

Entretiens, chassé par le général Mobutu, ils se dispersent dans les pays voisins. Après 67, une bonne partie de ces «Katangais» se réfugient en Angola, alors colonisé par les Portugais et c'est là qu'ils réapparaissent, pendant la guerre civile, dans les troupes du MPLA, au côté des Cubains. Ils ont changé de patron, mais un mercenaire, ce n'est pas regardant. Ce bref aperçu permet de se faire une idée du genre de grands «révolutionnaires socialistes» que sont ces assassins professionnels.

Suite à la dénonciation de l'agression et des puissances qui étaient derrière, en premier lieu par le Zaïre, mais également par de nombreux autres pays du tiers monde dont la Chine socialiste, Castro, comme par hasard en voyage en Afrique actuellement, joue les innocents en reprenant ce que venait de déclarer l'Agence Tass à Moscou «c'est une affaire purement interne au Zaïre».

Or, premièrement, il n'est discuté par personne que les «Katangais» viennent d'Angola, et plus précisément des troupes qui, avec les Cubains, «encadrent» les forces du MPLA.

Deuxièmement, les envahisseurs sont entièrement équipés de matériel russe très moderne, enfin des Cubains participeraient à l'opération. Ce dernier point n'est pas confirmé, mais les deux premiers suffisent à montrer que cette agression n'est pas plus un problème interne au Zaïre que l'était à l'Angola le débarquement des mercenaires cubains.

En fait, elle correspond aux plans du social-impérialisme pour destabiliser l'Afrique et y étendre son influence.

(suite p. 2)

Editorial

Encore 5 espions de Brejnev arrêtés en France LES PAROLES ET LA REALITE

Mardi 22, Brejnev déclarait à Moscou, devant le Congrès des syndicats d'Union soviétique, que l'URSS réaffirmait son désir de poursuivre sa politique de détente, il s'est attaqué à ceux qui «lançaient des calomnies sur la prétendue menace militaire soviétique» et s'est félicité de ses relations avec les pays européens «dont le développement n'est pas mauvais dans l'ensemble».

Poursuivant, Brejnev s'en prenait «à l'ingérence des pays de l'OTAN dans le conflit du Zaïre» et à «la nouvelle campagne de calomnies lancée contre la République d'Angola».

Tout cela est fort bien. Ainsi donc, Brejnev est un brave homme qui ne veut que la paix partout où il passe, qui s'entend bien avec tout le monde, ce qui ne l'empêche pas de se présenter comme défenseur des pays opprimés ou calomniés par les affreux impérialistes de l'OTAN.

Or, il se trouve que, des paroles aux actes, il y a parfois une marge, il y a également des coïncidences qui donnent une étrange saveur à certaines déclarations.

Tout d'abord, en ce qui concerne le Zaïre, les faits sont là ; ce ne sont pas les pays membres de l'OTAN qui agressent le Zaïre, non qu'ils n'en soient pas capables, mais ce n'est pas ici le cas.

Ce sont des mercenaires aux ordres de Moscou, par MPLA interposé, armés avec des armes russes qui agressent le Zaïre pour le compte des appétits de l'Union soviétique face au cuivre et au cobalt, ce minerai stratégique si précieux et dont le Zaïre produit les deux tiers de la production mondiale.

La détente et Brejnev «porteur de paix» prennent également une résonance étrange lorsqu'on apprend que 5 espions à son service viennent encore d'être arrêtés en France. En quoi un pays épris de paix aurait-il besoin des informations que ces espions ont précisément transmis, à savoir des données relatives à la fabrication aéronautique, à l'infrastructure et au système de protection des bases militaires et civiles françaises ainsi que des informations sur les réseaux d'alerte et de défense de l'Alliance atlantique ?

Non, cela ne tient pas et l'on doit bien vite se rendre compte que, derrière les paroles du chef de file du social-impérialisme, se cache une autre réalité.

Derrière la «détente» et le «maintien d'un potentiel de défense», se cachent les plus gigantesques préparatifs de guerre jamais réalisés ; derrière l'«internationalisme prolétarien» à la sauce Moscou se cache l'impérialisme et l'hégémonisme qui profitent de toutes les aspirations légitimes des peuples pour les dévoyer à son profit et pour tenter de les réduire dans une servitude encore plus grande.

L'arrestation de ces espions, tout comme l'agression contre le Zaïre, sont un avertissement que doivent comprendre tous ceux qui peuvent encore entretenir des illusions sur la nature de l'URSS.

L'URSS n'a aujourd'hui plus rien à voir avec le socialisme, elle est un pays entièrement fasciste et entièrement impérialiste, elle constitue à l'heure actuelle la menace principale du point de vue de l'agression et de la guerre pour tous les peuples du monde.



Service public ou service privé = rentabilité

Sous ce titre, un bulletin de la cellule «Hélène Robert» du Parti communiste marxiste-léniniste de France que nous venons de recevoir, dénonce les conditions de soins et de travail dans les cliniques privées comme dans les hôpitaux publics.

Il fait ensuite un certain nombre de révélations édifiantes sur les pratiques de la «gauche» en la matière : «Quand on entend les représentants de l'Union de la gauche défendre la «médecine libérale» et le «service public», sans remettre en cause le système capitaliste, on comprend qu'à l'hôpital de Morlaix, un chef de service, qui se présente aux municipales sur la liste

du parti qui n'a plus de communiste que le nom, pratique le système des «flits privés» : régime de faveur qui consiste à faire payer plus cher le prix de journée à certaines personnes n'ieux suivies (le supplément non remboursé par la Sécurité sociale va directement dans la poche de ce patron...)

Nous avons également un directeur sur la liste du parti socialiste pour les municipales ! Un autre chef de service à qui son personnel reprochait de délaissé son service a répondu : «Si vous n'êtes pas contents, la porte est grande ouverte».

Ce chef n'est autre que la maire sortant, membre du PS.

Campagne ni plan Barre ni Programme commun

Nombreux meetings et réunions

Le meeting du 19 mars à Paris a été un temps fort de l'explication de notre mot d'ordre : «Ni plan Barre, ni Programme commun» mais il ne clôt nullement la liste des multiples manifestations qui ont lieu partout en France sur ce thème.

Voici quelques ont été les plus récentes d'entre elles. Le 9 mars, 90 personnes ont assisté à un meeting dans la région Nord de Paris au cours duquel il ont notamment entendu une intervention de camarades d'EDF. Le 12 mars, une soixantaine de personnes étaient présentes lors du meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de 15e arrondissement de Paris. Outre une riche partie culturelle, ils ont entendu des interventions sur les chèques postaux, sur une grève et les luttes des PTT à Paris-Brune, sur la Caisse d'épargne.

Le 10 mars, une cinquantaine de personnes prenaient part dans la banlieue de Paris à Cachan, à une réunion-débat fort intéressante par sa richesse et la présence de travailleurs de diverses entreprises de la région.

Au cours de cette réunion, devaient notamment intervenir un travailleur de la Thomson-Bagneux, un de la CIT Montrouge, un de l'ENSET de Cachan et un animateur de centre aéré licencié par la mairie PCF de Malakoff.

A Nice, également une cinquantaine de personnes ont assisté, pour la première fois dans cette ville, à un meeting au cours duquel une intervention centrale a été prononcée par le camarade Claude Lebrun. Divers messages ont été adressés à ce meeting, par l'Union des étudiants algériens, Perspectives tunisiennes et l'UGET, ainsi que par le Comité de parti du PCMLF de la ville qui a dénoncé les partis de droite comme de gauche aux prises avec la course aux élections.

• Beauvais

Journée d'information sur la Chine

Organisée par les Amitiés franco-chinoises, cette journée tenue le 5/3 dans le centre «Culturo et loisir de Beauvais». Des articles y appelaient dans la presse locale ainsi que des affiches éditées par le syndicat d'initiative.

Plus d'une centaine de personnes se sont succédées pour faire connaissance avec la Chine, notamment en regardant des montages diapos et deux films, suivis d'un débat.



Conseil national palestinien

Une unité renforcée

La treizième session du Conseil national palestinien (sorte de parlement regroupant des représentants de toutes les composantes du peuple palestinien) s'est achevée dimanche soir au Caire. Tenue peu après la fin des combats au Liban, alors que à Washington comme à Moscou on s'agit fort pour tenter de baillonner le peuple palestinien dans des négociations sans issue, cette session revêtait une grande importance.

Une fois de plus, au grand dépit de ses ennemis, la résistance palestinienne a fait la preuve de sa maturité politique. En travaillant à resserrer ses rangs tout d'abord, dont la cohésion avait été ébranlée par la guerre civile au Liban, comme par les pressions multiples effectuées sur les différentes organisations palestiniennes. Toutes les organisations politiques palestiniennes étaient représentées à cette session. L'unification des forces combattantes de la révolution palestinienne a progressé. Elles seront désormais regroupées sous un commandement unique, placé sous l'autorité de Yasser Arafat. Un conseil militaire supérieur a été créé qui aura pour mission de coordonner l'activité des forces militaires désormais appelées : «l'armée et les forces armées de la résistance palestinienne.»

Un Conseil supérieur de l'information a été créé. Les organisations populaires palestiniennes renforceront leurs liens entre elles et avec l'OLP.

Tous ceux qui misaient sur le difficile contexte politique de cette réunion - création d'un «mini État palestinien», relations avec la Jordanie, conférence de Genève souhaitée par les deux superpuissances - pour espérer un affaiblissement et une division de la Résistance en seront pour leurs frais. Les délégués ont souligné la nécessité de consolider les relations avec l'Égypte et la Syrie, accepté l'ouverture engagée en direc-

tion de la Jordanie et réaffirmé le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des pays arabes. Sur le Liban, le CNP s'est déclaré soucieux de l'intégrité et de la souveraineté du pays et attaché à l'application des accords du Caire régissant la présence palestinienne au Liban.

L'orientation de la lutte actuelle du peuple palestinien a été précisée dans une «déclaration politique en 15 points», document nuancé qui ne mentionne pas explicitement l'objectif stratégi-

que de la destruction de l'État sioniste, mais renvoie à la charte nationale de l'OLP, adoptée en 1968, dans lequel cet objectif est inscrit en toutes lettres.

Au cours des débats il a d'ailleurs maintes fois été précisé qu'il n'était pas question de toucher à ce document fondamental et à la résolution 242 de l'ONU qui fait des Palestiniens de simples réfugiés, a été une nouvelle fois condamnée.

Yasser Arafat réélu à l'unanimité président de l'OLP

s'est vu renouvelé la confiance des délégués pour mener toutes les négociations et discussions à venir en leur nom.

La convocation éventuelle d'une conférence de Genève sous la tutelle des deux superpuissances, n'est pas mentionnée dans la déclaration politique. Le porte-parole de l'OLP, Mahmoud Mabadie, a précisé à ce sujet : «L'invitation doit d'abord être adressée à l'OLP. Cette dernière en examinera les bases et les gains qu'elle en tirera pour pouvoir définir sa position finale».

• Congo

Situation tendue après l'assassinat du président Ngouabi

La situation demeure tendue au Congo, après l'assassinat du président Marien Ngouabi dont les obsèques seront célébrées le 2 avril prochain. Le couvre-feu est maintenu sur tout le pays, sur décision du Comité militaire de 11 membres qui dirige maintenant l'État.

Depuis samedi la radio congolaise diffuse sans discontinuité de la musique militaire entrecoupée de

communiqués. Les frontières du pays demeurent fermées, toute manifestation ou réunion est interdite sur l'ensemble du territoire national.

Les responsabilités dans l'assassinat de Marien Ngouabi sont loin d'être clairement établies.

Durant la guerre civile d'Angola, en 1975 et 1976, le Congo avait joué un rôle de relai non négligeable dans

l'approvisionnement en armes et en matériels soviétiques des troupes du MPLA et du corps expéditionnaire cubain.

Il est évident que russes comme américains s'intéressent de très près à ce petit pays proche de l'Afrique Australe où les deux superpuissances développent une intense activité dans le cadre de leur rivalité pour l'hégémonie mondiale.

• Afrique du Sud

17e anniversaire du massacre de Sharpeville

Plusieurs milliers de lycéens africains de Soweto se sont habillés de noir lundi, en signe de deuil à l'occasion du 17e anniversaire de la fusillade de Sharpeville qui avait fait, le 21 mars 1960, 69 morts au cours de manifestations pacifiques contre l'Apartheid.

Les organisations nationalistes africaines ont pro-

clamé cette journée «jour des héros».

Les forces de police patrouillent dans les rues de la cité africaine, située à 15 km de la capitale, et où l'an dernier d'importantes manifestations anti-apartheid avaient fait près de 500 morts.

Cette date coïncide avec l'ouverture, en début de semaine à New-York, des dé-

bats du Conseil de sécurité des nations unies, au cours desquels l'Afrique du Sud fera figure d'accusée, les membres du groupe africain à l'ONU ayant l'intention de demander un nouvel embargo sur les ventes d'armes aux autorités racistes d'Afrique du Sud et l'arrêt des investissements étrangers dans ce pays.

• Zaïre

Les assassins de Lumumba au service du social-impérialisme

(suite de la p. une)

Il ne faut pas oublier non plus le formidable attrait qu'exercent sur les sociaux-impérialistes les mines de cuivre du Shaba, la province la plus riche du Zaïre. Mais il semblerait que, cette fois, les sociaux-impérialistes se cassent les dents face à la volonté de résistance d'un pays du tiers monde.

D'après les dernières informations, l'armée zairoise

aurait fait reculer les troupes d'invasion de plus de 100 km et aurait repris la ville de Kasagi, à 100 km à l'Est de Dilolo.

On voit aujourd'hui se produire en Afrique de la part de l'URSS, ce qu'on a vu se passer en Asie du Sud-Est, hier, de la part de l'impérialisme américain : une agression contre les peuples par fantoches et mercenaires interposés. Il faut soutenir résolument toutes



les forces qui résistent à cette agression comme nous

l'avons fait par le passé pour les peuples d'Indochine.



• Hôpital Bretonneau

Non à la fermeture

Depuis un an, l'Assistance publique prend toute une série de mesures orientées vers la liquidation de cet hôpital d'enfants situé dans le 18^e arrondissement et qui dessert le nord-ouest de la région parisienne.

Début janvier, la maternité était fermée pour travaux. En même temps, on supprimait les consultations de gynécologie, de planning familial et les avortements que cet hôpital était un des rares à pratiquer à Paris depuis la loi Weil. Depuis mai 76, ces travaux sont arrêtés pour manque de crédits.

Au mois d'avril prochain, c'est le service de chirurgie et un service de médecine qu'on doit aussi «fermer pour travaux». Il ne restera déjà plus que 145 lits sur 411 avant 1976. Il semble bien que l'Assistance pu-

blique prévoie, dans le cadre de sa restructuration, une fermeture complète.

Cela obligerait les femmes à aller accoucher dans le 12^e ou dans des cliniques. Les enfants seraient eux aussi obligés d'aller loin de leur domicile pour se faire soigner. Il est évident que l'administration va aussi chercher à muter le personnel dans d'autres hôpitaux situés loin de leur domicile actuel (beaucoup logent près de Bretonneau). L'unité et la mobilisation des uns comme des autres est nécessaire pour faire échec à un tel projet.

La section CFDT-Bretonneau et l'UL-CFDT du 18^e arrondissement invitent la population du quartier à une réunion d'information le 22 mars de 16 h 30 à 19 h, 174 bis rue Champronnet.

«Avec le sang, nous écrivons pour la Palestine»

C'est le mot d'ordre qui a guidé les travaux du deuxième congrès des écrivains et des journalistes palestiniens à Tunis du 4 au 9 mars.

C'est la première réunion de Palestiniens venus des pays arabes, d'Europe et d'Asie, depuis la guerre civile au Liban.

A ce congrès assistaient des dirigeants du comité central et du conseil de la

révolution de l'OLP, parmi lesquels Abou Maher, Abou Halem, Abou Khaled al Hamlé.

Les discussions ont porté longuement sur les rapports entre l'écriture et la lutte armée. Des poètes ont lu certains de leurs textes. Naji Allouch a été réélu secrétaire général de l'Union des écrivains et journalistes palestiniens.

BREJNEV ET L'ORTF

«Franchement votre télévision m'intéresse»

Récemment la radio et le télé française ont été violemment prises à partie par radio-Moscou pour leur «politique d'exploitation et d'oppression» des artistes de variété «dont le chômage est le lot constants».

Radio-Moscou a d'autre part critiqué la politique de la direction de la radio française qui «longtemps diffusait un programme composé de 60 à 70 % de chansons venant d'outre Atlantique». Après avoir énuméré des titres de chansons «interdites en France dans l'intérêt de la bourgeoisie et du capital», Radio-Moscou a diffusé une des chansons de ... Jean Ferrat, «Ma France».

Où Brejnev veut-il en venir ?

Au nom de quoi se mêle-t-il de repousser l'invasion de la culture américaine en France ?

Il ne faut pas oublier que

depuis 56, Brejnev a entrepris une campagne de russification des minorités nationales en URSS.

Chez Brejnev, qui n'est pas avaro en leçon en matière de démocratie, tous ceux qui osent émettre des critiques sont internés comme malades mentaux.

En fait, ce que veut Brejnev, c'est voir le plus d'alliés possible dans l'appareil de propagande français pour répercuter sa propagande sur la détention. Qu'on se rappelle l'invasion russe en Tchécoslovaquie et le rôle qu'ont joué leurs agents à la radio pour bloquer toute information et brouiller les ondes pour empêcher toute riposte.

Quant à nous, nous nous rejetons les films impérialistes américains en France, mais ce n'est pas pour être assommés de chansons ou de films révisionnistes ou prosoviétiques.

nouvelles intérieures

Municipales

Revue de la presse

Comme nous l'avons fait après le premier tour, nous ne relèverons cette fois-ci encore que quelques «morceaux choisis» particulièrement révélateurs.

L'AURORE

L'Aurore a pour habitude de s'en prendre à l'Union de la gauche. Cette fois-ci, il y ajoute des critiques très claires à Giscard : «Ni la politique qu'a suivi le président ni l'attitude de maints leaders se réclamant de la "majorité" présidentielle n'ont convaincu ces électeurs (ceux de Giscard en 74) de persévérer dans leur choix.»

LE FIGARO

Sur les mêmes thèmes, le journal ajoute : «Quelle leçon tirer pour l'avenir de cet échec éclatant ? Elle est simple : il faut changer de stratégie.»

A noter que Chirac a déclaré lundi matin : «La majorité doit changer de stratégie.»

A droite c'est la panique, disions-nous hier. Les travailleurs doivent se montrer vigilants : ces «changements de stratégie» annoncés laissent prévoir des mauvais coups contre eux.

LES ÉCHOS

Le journal économiste bourgeois titre : «Après les municipales : nouvelle stratégie pour les syndicats, la majorité et le gouvernement.» Il pense que «sur le plan syndical, les syndicats de contestation, CGT et

CFDT, vont s'efforcer de réveiller une "base" quelque peu attentiste, afin d'user le pouvoir. Sans pour autant déclencher de vastes mouvements susceptibles de provoquer des réflexes de crainte.»

L'HUMANITE BLANCHE

L'organe du PCF publie une déclaration de Marchais et notamment : «Maintenant sur la base de ce bon résultat, nous allons développer nos efforts pour défendre avec résolution les revendications populaires et nationales face à la politique néfaste du pouvoir.»

LE MATIN DE PARIS

Même prévision dans le journal parisien du PS : «La CGT et la CFDT ne feront rien pour freiner les luttes revendicatives avant l'été. C'est au printemps que celles-ci pourront se développer le plus facilement. Dès l'automne, la France sera de nouveau dans un climat électoral.»

Comme vous le voyez, il ne s'agit pas de développer les luttes revendicatives pour nos revendications, mais en prévision des prochaines élections (législatives anticipées ?). Là encore les travailleurs doivent se montrer vigilants et refuser que la lutte soit détournée à des fins électorales.

• Marseille

NON A LA PRISON D'ARENÇ



AUJOURD'HUI CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS DEMAIN CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Nous appelons tous les travailleurs français et immigrés de la région de Marseille à participer à la MARCHÉ CONTRE LA PRISON CLANDESTINE D'ARENÇ - LE SAMEDI 26 MARS -

Rassemblements :

La Cayolle 14 h
Centre 15 h 30 (Eglise St Théodore)
Bassens 14 h (Centre social)
TOUS : Escaliers de la gare 17 h

ROUGE

Rien d'intéressant. Le journal trotskiste comme à son habitude copie le PCF et le PS : «Les syndicats peuvent organiser la mobilisation dans la perspective d'une grève générale. Le PS et le PCF peuvent refuser de cautionner le parlement où trône une majorité désavouée.»

LIBERATION

Se réjouit sans en avoir l'air des «raz-de-marée de la gauche». A noter qu'il parle d'un «d'un pays profond» qui «a choisi le libéralisme mitterrandiste». Quel charabia ! Sans doute peut-on rapprocher ce vocabulaire de celui du «Matin de Paris» : «Le scrutin majoritaire (...) a commencé à faire coïncider le pays réel avec le pays légal.»

LA TRIBUNE DE PARIS

Initialement quotidien, ce journal paraît de fait en ce moment de façon hebdomadaire (pour une période d'essai). Son titre de lundi est : «Les municipales sont terminées : 5 000 expulsions prévues à Paris» en page une. Mais nous trouvons page 6 le titre : «Pas d'expulsion sans jugement.» Ce mot d'ordre nous semblait être celui du PCF, jusqu'à ce jour du moins... Combien de travailleurs n'ont ils pas fait l'expérience que le jugement du tribunal était en fait le meilleur moyen pour la bourgeoisie de les expulser ! Nous sommes quant à nous contre toutes les expulsions, avec ou sans jugement !

Jusqu'à présent ce vocabulaire était resté celui des royalistes de la Nouvelle action française. Mais il est vrai que la NAF a appelé à voter à gauche, alors...

• Brest

3e semaine de grève à l'entreprise

Pierre le Calvez

19 ouvriers, chauffeurs et déménageurs, la totalité du personnel, sont en grève depuis 3 semaines sans qu'aucun dialogue n'ait pu avoir lieu avec la direction.

Pour ces travailleurs, pas question d'accepter les propositions ridicules du patronat couvertes par le plan Barre. Finies les semaines de 80 heures pour un salaire de misère. Le temps des négriers est révolu. Que demandent les ouvriers ? Une remise à jour des plus bas salaires ; une augmentation réelle en fonction du coût de la vie, le démarrage de la semaine le lundi matin au lieu du dimanche soir, le respect de l'ouvrier.

Que leur répond-on ? Alors que le chiffre d'affaires a triplé en 5 ans, que le nombre des camions est passé de 4 à 13, que le per-

sonnel n'a pas augmenté en conséquence, le patron répond : «Il n'y a pas d'argent».

Le vendredi 18 mars, 8^e jour de grève, les forces de police interviennent contre les ouvriers qui formaient le piquet. Les patrons bafouent leurs propres lois, utilisent leur police. Quand le patron a fauché 2 ouvriers en grève avec sa voiture, la police ne s'est pas montrée. Face à ces patrons qui, eux, ont le droit de ne pas respecter la loi, les travailleurs disent non. Les travailleurs de chez Calvez demandent à chacun d'être solidaire pour les aider dans leur dur combat.

Correspondant HR avec des

travailleurs de l'entreprise
Un message de soutien du comité de Brest du PCMLF a été envoyé aux travailleurs de Calvez.

Un provocateur à Trappes

Pour saper l'audience du PCMLF, des slogans signés PCMLF avaient été bombés sur les murs de Nancy et de Marseille. A Trappes (Yvelines), après avoir aussi utilisé cette méthode, un individu connu sous le nom de Patrick Helin inaugure quelque chose de nouveau : il s'adresse à qui veut bien l'entendre de ses abondants et réels états de service dans les rangs d'Occident, Ordre nouveau et CFT, et il joue les fascistes repentis, il dit appartenir au PCMLF ! «Tout le monde peut

bien changer d'avis ! n'est-ce pas ?» Cela ne l'empêche pas de défendre des points de vue racistes, de s'affirmer partisan de «démocratie dirigée»...

Le but de cette manœuvre est clair : faire un amalgame entre les marxistes-léninistes et l'extrême-droite, discréditer le PCMLF, faire croire que «les extrêmes se rejoignent»...

Bien entendu, le PCMLF dément avoir jamais eu aucun rapport avec cet individu.



Au CET, déjà les accidents du travail

Au CET, des élèves apprennent à travailler, entre autre, sur des fraiseuses. Comme certainement dans la plupart des usines, ces fraiseuses ne sont pas équipées de systèmes de sécurité efficaces : dans ce cas précis, pour une fois, l'enseignement est très proche de la pratique (pratique de l'exploitation capitaliste bien entendu). Par exemple, si l'ouvrier, passe son bras droit derrière la fraiseuse, comme il est souvent obligé de la faire, il sait que si son bras est pris, entraînant son corps dans une rotation vers la gauche, il ne peut pas atteindre le bouton qui arrête la machine car il est à sa droite. Le temps que ses camarades interviennent, il est déjà très gravement blessé, sans compter qu'il faut encore plusieurs secondes pour que la machine arrête de tourner.

C'est ce qui est arrivé à un élève du CET : l'avant-bras et le bras fracturés en plusieurs endroits, la clavicule cassée, l'épaule à moitié arrachée, il a dû être amputé de tout son membre supérieur droit... à 15 ans et demi !

Correspondant HR Autun

Pétition contre une exclusion de la CGT

Pour protester contre l'exclusion anti-statutaire de la CGT d'un militant ouvrier de chez Schwinn (à Hénil-Beaumont), les 3/4 des ouvriers CGT des ateliers SNCF à Hellemmes (Nord de la France également) qui ont pu être touchés, ont signé une pétition.

A la fin de celle-ci, il était écrit :

« Parce que nous pensons qu'à l'intérieur de notre syndicat impulser un véritable courant de lutte classe contre classe, appuyé sur une véritable démocratie à la base. **NOUS EXIGEONS SA REINTEGRATION IMMEDIATE AU SEIN DE LA CGT !** »

Cette pétition a été envoyée au bureau de la CGT à Lens et au bureau national de la CGT.

Nous rappelons que le seul motif invoqué pour les bonzes, c'est sa qualité de militant de l'Humanité rouge.

• Clermont-Ferrand

Grève dans le Bâtiment

Depuis plusieurs jours, environ 500 ouvriers du bâtiment de plusieurs chantiers sont en grève, avec le soutien de la CFDT. Ils réclament l'indemnité du panier à 14 F, en ville ou à l'extérieur.

Judi, ils ont manifesté en ville jusqu'à l'inspection du travail où se déroulaient les négociations. La grève a été reconduite dans l'unité français-immigrés.

Correspondant HR

Quelques chiffres pour l'agglomération grenobloise : 12 800 chômeurs réels, 9 150 inscrits à l'ANPE dont 2 730 seulement reçoivent des allocations allant de 30 à 90 % de leur salaire, 1 070 chômeurs ne disposant d'aucune ressource. C'est-à-dire qu'à Grenoble 10 000 travailleurs n'ont pratiquement rien pour vivre ou plutôt survivre !

Le seul endroit où on nous « accepte » pour nous contrôler, c'est l'ANPE... Nous nous retrouvons chaque jour à plusieurs centaines, à l'ANPE, sans jamais discuter ensemble de nos véritables difficultés. Et puis nous nous rencontrons encore dans les files d'attente des entreprises d'intérim (65 dans l'Isère), ces nouveaux marchands d'hommes auxquels nous sommes obligés de nous vendre en baissant la tête.

Chômeurs, chômeuses, il est temps de briser le silence sur notre situation, de rompre notre isolement.

C'est pourquoi nous invitons tous les chômeurs, chômeuses, intérimaires qui comprennent qu'il n'y a pas de solution individuelle à leurs problèmes à venir discuter de l'ensemble de leurs revendications et sur tout des moyens d'action permettant de les faire aboutir.



N. PLAN BARRE

M. ARDREANU COMMUN

N. PLAN BARRE

M.